

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/106

17 janvier 2003

(03-0249)

Organe d'examen des politiques commerciales  
23 et 25 octobre 2002

## EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

ZAMBIE

### Compte rendu de la réunion

*Présidente: S.E. Mme Amina Chawahir Mohamed (Kenya)*

	<u>Page</u>
<b>I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DE LA PRÉSIDENTE .....</b>	<b>3</b>
<b>II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA ZAMBIE.....</b>	<b>4</b>
<b>III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR .....</b>	<b>6</b>
<b>IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES.....</b>	<b>9</b>
<b>V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE LA ZAMBIE ET OBSERVATIONS ADDITIONNELLES .....</b>	<b>14</b>
<b>VI. REMARQUES FINALES DE LA PRÉSIDENTE.....</b>	<b>16</b>

Note: Les questions écrites posées d'avance par les Membres de l'OMC et les réponses du gouvernement zambien sont reproduites dans le document WT/TPR/M/106/Add.1 et seront disponibles en ligne à l'adresse suivante: [http://www.wto.org/english/tratop\\_e/tp\\_r\\_e/tp\\_rep\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/tp_r_e/tp_rep_e.htm).



## **I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DE LA PRÉSIDENTE**

1. Le second examen de la politique commerciale de la Zambie a eu lieu les 23 et 25 octobre 2002. Le Président (S.E. M. Faizel Ismail) a souhaité la bienvenue à la délégation zambienne, dirigée par S.E. M. M.B. Bowa, Ambassadeur de Zambie, ainsi qu'au présentateur, M. Masato Kitera (Japon). Comme à l'accoutumée, le présentateur s'exprimerait à titre personnel et, conformément aux procédures établies, un aperçu des points que ce dernier se proposait de soulever avait été communiqué à l'avance aux Membres (document WT/TPR/D/85).

2. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales et les éléments principaux des procédures qui seraient suivies pour la réunion. Le rapport du gouvernement zambien avait été publié sous la cote WT/TPR/G/106 et celui du Secrétariat de l'OMC sous la cote WT/TPR/S/106. Des copies des questions écrites posées à l'avance par le Japon, le Canada, l'Union européenne, la Norvège et les États-Unis avaient été communiquées à la délégation zambienne. Ces questions et les réponses données par le représentant de la Zambie sont reproduites dans le document WT/TPR/M/106/Add.1.

## II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA ZAMBIE

3. Le représentant de la Zambie a manifesté formellement le soutien de son pays en faveur du système commercial multilatéral et déclaré que la Zambie voyait dans des mécanismes comme l'Examen des politiques commerciales (EPC) une possibilité d'obtenir une évaluation transparente et collective de son économie, qui l'aiderait par ailleurs à faire le point sur ses politiques.

4. Depuis le dernier examen, en 1996, la Zambie a poursuivi ses politiques économiques visant à la réalisation des deux objectifs étroitement liés de croissance économique durable et de réduction de la pauvreté. Les principales mesures prises pour atteindre ces objectifs ont été en particulier: i) des mesures de stabilisation destinées à établir l'équilibre interne et externe et à le préserver; ii) des mesures d'ajustement structurel, afin de renforcer les fondations sur lesquelles bâtir une économie plus diversifiée, suivant les lois du marché, tournée vers l'extérieur; et iii) des mesures sociales visant à lutter contre la pauvreté et à développer les ressources humaines. Ces mesures visaient à atteindre les objectifs déclarés grâce à la création d'une économie concurrentielle et productive avec l'initiative privée comme élément moteur.

5. Le représentant a souligné des progrès notables: en premier lieu, le programme de privatisation, qui a démarré en 1993. Jusqu'alors, 254 entreprises avaient été privatisées, le fait le plus marquant ayant été la vente en mars 2000 du plus gros actif public, la Société zambienne des mines de cuivre. En second lieu, la Zambie avait créé la Commission zambienne de la concurrence et le Conseil de réglementation du secteur énergétique, opérations que le dernier examen concernant la Zambie avait indiquées comme étant en cours. En troisième lieu, la rationalisation des procédures d'exportation avait été poursuivie en harmonisant et simplifiant différents documents, avec notamment la création en 1997 d'un formulaire unique de déclaration en douane. En outre, les frais obligatoires d'inspection avant expédition et de déclaration d'importation avaient été supprimés. Enfin, au niveau régional, la Zambie avait poursuivi sa participation active aux programmes de libéralisation du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). Un groupe de travail conjoint avait été constitué par les chefs de gouvernement des pays membres de ces deux organisations afin d'identifier les domaines où une harmonisation devait intervenir et de s'attaquer aux difficultés possibles nées de cette double appartenance.

6. La Zambie a signé l'Accord de Cotonou et a bénéficié de l'initiative de l'Union européenne "Tout sauf les armes" (EBA), dans le cadre de laquelle l'intérêt de la Zambie résidait dans l'exportation de sucre. La Zambie a été également un des bénéficiaires de la loi américaine sur "la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique" (AGOA) et elle espérait vivement tirer un maximum d'avantages de cette loi. Le représentant a fait l'éloge de ces deux initiatives, celle de l'Union européenne et celle des États-Unis, en faveur de pays comme la Zambie qui étaient aux prises avec des difficultés particulières. Il s'est réjoui de l'intention exprimée par d'autres pays de promouvoir des initiatives similaires.

7. Le représentant a souligné qu'en dépit des opportunités que pouvait offrir la libéralisation elle avait aussi ses inconvénients: le programme zambien de privatisation n'avait pas attiré les flux d'investissements étrangers directs (IED) escomptés et plusieurs entreprises avaient fermé leurs portes en raison d'une concurrence étrangère déloyale. En outre, le retrait de l'un des plus gros investisseurs dans l'industrie minière avait conduit à une révision à la baisse des objectifs de croissance à moyen terme et entraîné de graves préoccupations quant aux perspectives économiques de la Zambie.

8. Les efforts de libéralisation de la Zambie visaient à diversifier l'économie par rapport aux activités minières. Pour aller plus loin dans ces efforts de diversification, la Zambie avait pris des mesures d'encouragement de l'investissement dans le cadre de la Loi de 2001 sur les zones franches industrielles et pris des engagements de consolidation totale concernant les services du tourisme et de

la construction. Ces efforts de libéralisation n'avaient pas eu les résultats attendus et la difficulté de diversifier l'économie était accrue par le manque d'investissement et de crédits suffisants, des taux d'intérêt et des coûts de production et de communication élevés, et par l'obsolescence des équipements et des technologies. À cet égard, le représentant a sollicité l'appui des partenaires commerciaux de la Zambie afin d'aider le pays à améliorer ses capacités productives et sa compétitivité, et il les a invités à suggérer des moyens de relever ces défis. La Zambie attendait avec impatience de connaître les modalités du traitement spécial des PMA dans les négociations sur les services pour participer efficacement aux négociations.

9. L'amélioration du secteur agricole avait été déclarée prioritaire pour permettre à la Zambie de diversifier son économie. Le gouvernement s'attachait à poursuivre la libéralisation du secteur dans le domaine de la commercialisation, du commerce et de la politique des prix, à réorganiser le régime foncier, à assurer la sécurité alimentaire au niveau national et à celui des ménages et à porter au maximum la contribution de ce secteur au PIB. Cette politique était mise en œuvre au moyen de programmes définis par le gouvernement dans son document sur la stratégie de réduction de la pauvreté. Au niveau multilatéral, la Zambie participait aux négociations sur l'agriculture; elle escomptait qu'il ne lui serait pas demandé de prendre des engagements de réduction supplémentaires. La Zambie a aussi demandé à ses partenaires commerciaux d'ouvrir leurs marchés à tous ses produits, de supprimer les subventions et le soutien interne, de rendre les règles d'origine moins contraignantes et de cesser d'utiliser des mesures sanitaires et phytosanitaires comme obstacles au commerce.

10. Les contraintes du côté de l'offre constituaient encore le principal obstacle à l'insertion de la Zambie dans les systèmes commerciaux multilatéraux et mondiaux. Dans ce domaine, une aide extérieure serait nécessaire, notamment, entre autres formes d'aide, une augmentation de l'aide publique au développement (APD), une remise de la dette, un accroissement de l'aide à la balance des paiements, des transferts de technologie et un renforcement des flux d'IED. Ces aides pourraient être complétées par une assistance fournie sous forme de programmes multilatéraux comme le Cadre intégré et le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP).

11. Le représentant a évoqué une nouvelle fois les besoins et les difficultés spécifiques à la Zambie, dont la communauté internationale devait s'occuper, et l'intérêt de la Zambie à participer et à contribuer aux travaux de l'OMC, en tant que partenaire à part entière. Il a mentionné les préoccupations de la Zambie relatives aux problèmes d'avancement de la mise en œuvre du Programme de Doha concernant les PMA.

### III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR

12. Le présentateur (M. Masato Kitera) a salué les efforts de la Zambie dans le domaine des réformes économiques et des ajustements structurels.

13. En ce qui concerne l'environnement économique, le présentateur a noté que la Zambie avait poursuivi la mise en œuvre de ses réformes économiques. Depuis son dernier examen, en 1996, ce pays avait encouragé la diversification économique, la réduction de la pauvreté, la privatisation et la libéralisation du commerce. Toutefois, ces efforts ne se retrouvaient pas au niveau des indicateurs économiques. Selon le *World Development Report* (Rapport sur le développement dans le monde) de 2001, on estimait que 63 pour cent de la population vivait avec 1 dollar EU par jour et, malgré un léger rebond du PIB après une croissance négative en 1998, la situation ne semblait pas stable. Par ailleurs, l'inflation était encore supérieure à 20 pour cent et le taux des prêts au secteur privé en 2001 était de l'ordre de 46 pour cent. En outre, en dépit de ses efforts de diversification, la Zambie avait continué à dépendre du cuivre. Compte tenu de cette toile de fond, le présentateur a recherché pour quelles raisons, selon la Zambie, ses réformes économiques ne s'étaient pas traduites par une amélioration des indicateurs macro-économiques, et quelles étaient les mesures à prendre nécessairement, du point de vue des pouvoirs publics, pour parvenir à une telle amélioration. Le présentateur a rappelé les observations formulées au sujet des projections concernant la pauvreté dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (PRSP) de la Zambie et il a demandé s'il n'était pas possible à la Zambie de se fixer des objectifs plus ambitieux.

14. La Zambie était fortement tributaire de ses exportations de métaux (65,4 pour cent du total de ses exportations), le cuivre représentant à lui seul 84 pour cent en valeur. Le présentateur a demandé des renseignements sur les mesures envisagées par le gouvernement zambien pour diversifier davantage les exportations.

15. Le présentateur a rappelé que la Zambie participait à différents accords régionaux et bilatéraux. Les accords régionaux étaient les suivants: le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). La Zambie participait également au Forum de facilitation de l'intégration régionale (RIFF), à l'Union africaine (UA), à la Communauté économique africaine (CEA), et elle était en train de négocier des accords commerciaux bilatéraux avec le Botswana, la République démocratique du Congo, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie et le Zimbabwe. Étant donné la difficulté de gérer la participation à diverses activités qui se chevauchaient, le présentateur a demandé quelle était la stratégie du gouvernement en la matière. Il a relevé que la Zambie bénéficiait du traitement préférentiel non réciproque dans le cadre de l'Accord de Cotonou, de l'Initiative de l'Union européenne "Tout sauf les armes" et de la loi américaine sur "la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique".

16. Au sujet du Programme de Doha pour le développement, le présentateur a souligné l'importance des questions de développement et de mise en œuvre, qui restaient une priorité pour la Zambie. Faisant référence au rapport du gouvernement zambien, le présentateur a demandé pourquoi la Zambie voyait dans le projet pilote du Cadre intégré un préalable à une intégration du commerce effective et quelles étaient les actions que la Zambie entreprenait en ce sens.

17. En ce qui concerne les consolidations tarifaires, la Zambie avait consolidé ses droits de douane sur seulement 16,24 pour cent de toutes ses lignes tarifaires. Les droits étaient consolidés pour 3,6 pour cent des lignes de produit non agricoles, au taux arithmétique moyen de 42 pour cent. Toutefois, le taux moyen appliqué en 2001/02 était de 13,4 pour cent. Afin d'assurer la transparence et la prévisibilité du régime tarifaire, il serait nécessaire d'étendre les consolidations tarifaires et de réduire l'écart entre les taux effectivement appliqués et les taux consolidés. Il a demandé à la Zambie son point de vue à ce sujet.

18. En ce qui concernait la rationalisation du régime d'imposition des importations, la Zambie prélevait sur certains produits des droits d'accise allant de 5 pour cent à 125 pour cent. En 1995, la Zambie avait remplacé sa taxe de 23 pour cent sur les ventes par une taxe de 20 pour cent sur la valeur ajoutée (TVA). Le taux de la TVA avait été ramené à 17,5 pour cent en juillet 1997. Certains articles faisaient l'objet d'un droit nul ou étaient exonérés de la TVA. Des avantages tarifaires et fiscaux subsistaient, bien qu'ils aient été limités. C'était à celui qui demandait un allègement fiscal qu'il incombait de prouver qu'il y avait droit. Le présentateur a demandé à la délégation d'expliquer comment la Zambie assurait la transparence de son système fiscal et de définir les critères régissant l'octroi d'avantages tarifaires.

19. Le présentateur a observé que la Zambie avait maintenu l'interdiction d'exporter certaines grumes et que les exportations de céréales, de maïs en particulier, étaient parfois interdites. Certains produits nécessitaient encore des permis d'exportation spéciaux. Il existait d'autres restrictions à l'exportation, en particulier l'inspection et l'évaluation avant l'exportation de pierres précieuses, préalablement à la délivrance d'un permis spécial. Pour les exportations de bois, un certificat de vérification était requis. Le présentateur s'est interrogé sur la raison de ces interdictions et de ces restrictions.

20. Les normes zambiennes étaient essentiellement fondées sur les normes internationales élaborées par les organismes internationaux de normalisation. Il y avait environ 350 normes zambiennes, s'appliquant au bâtiment et à la construction, à l'alimentation et à l'agriculture, aux textiles et aux produits chimiques. Plusieurs projets de normes avaient été mis au point, mais n'avaient pas été publiés par manque de moyens. Le présentateur a donc souligné qu'il s'agissait d'un domaine prioritaire, où une assistance technique était nécessaire.

21. En ce qui concerne les marchés publics, la Loi de 1982 sur la Commission nationale des appels d'offres définissait le cadre juridique, et la Commission nationale des appels d'offres (ZNTB) était chargée de toutes les activités se rapportant aux marchés publics. Des préférences de prix étaient accordées aux fournisseurs locaux: 15 pour cent pour les produits fabriqués en Zambie dont la teneur en matières d'origine locale, en main-d'œuvre locale et en services locaux représentaient au moins 40 pour cent de la valeur des produits finis, 20 pour cent pour les produits fabriqués par de petites entreprises zambiennes, 7,5 pour cent pour les entrepreneurs locaux et 5 pour cent pour les produits importés et détenus en stock par des négociants en Zambie. Le présentateur a rappelé que la Zambie n'était pas membre de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et qu'elle n'avait pas non plus le statut d'observateur. Il a demandé à la Zambie de fournir un supplément d'information concernant: la Loi sur la ZNTB, la façon dont les pouvoirs publics zambiens assuraient la transparence dans la pratique actuelle des marchés publics, et l'intention éventuelle de la Zambie de participer à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, soit comme membre, soit comme observateur.

22. En tant que pays figurant parmi les moins avancés, la Zambie bénéficiait du traitement spécial et différencié pour la mise en œuvre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, conformément à l'article 66:1. Le présentateur a noté que la Zambie était en train de modifier sa législation sur la propriété intellectuelle afin de l'harmoniser totalement avec l'Accord sur les ADPIC, bien qu'aucun changement n'ait été enregistré depuis le dernier examen, c'est-à-dire en 1996. Il a demandé des informations sur l'état actuel de la législation et sur les délais nécessaires pour modifier les lois et règlements respectifs.

23. Les industries extractives constituaient l'épine dorsale de l'économie zambienne, même si la production minière avait baissé au cours des dernières années. Le présentateur a reconnu qu'il y avait également des facteurs externes, tels que la sensibilité de la demande de cuivre et la récession économique. Toutefois, l'industrie minière zambienne supportait des coûts élevés, en raison de la lourdeur des frais indirects et des paiements importants au titre du service de la dette, alors que les coûts de production dans le monde allaient probablement baisser de façon sensible en raison

d'innovations technologiques. L'État était encore le propriétaire des mines et des baux miniers étaient consentis sous différentes formes de licence. Au cours des deux dernières décennies, la production de cuivre avait régressé en grande partie à cause de la diminution des minerais de cuivre et du peu de réinvestissement dans les nouvelles mines et les mines existantes. La décision, en 2001, de la Société anglo-américaine de ne pas accorder le financement supplémentaire requis pour les mines de cuivre de Konkola avait aggravé la situation. Dans ce contexte, le présentateur a demandé si le gouvernement zambien envisageait des mesures visant à réduire les coûts de production dans ce secteur et quelles seraient les mesures de restructuration qu'il prendrait dans l'industrie du cuivre.

24. En Zambie, le secteur agricole représentait 70 pour cent des emplois et 16 pour cent du PIB réel. Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la pauvreté, le gouvernement zambien avait l'intention de faire de l'agriculture le secteur moteur en matière de sécurité alimentaire, de croissance économique et de réduction de la pauvreté et il avait en conséquence revu les objectifs de la politique agricole de 1996. Sa politique de base dans le domaine agricole s'appuyait sur le secteur privé, principalement sur les gros exploitants agricoles; pour cette raison, il avait pris différentes mesures d'encouragement. Cependant, les agriculteurs étaient dans leur grande majorité de petits exploitants pauvres. Le présentateur a demandé quelles étaient les difficultés rencontrées par la Zambie dans la conduite de cette politique et quelles mesures le pays mettait en œuvre pour aider les petits exploitants.

25. Le secteur manufacturier représentait environ 18 pour cent du PIB réel et employait à peu près 11 pour cent de la population active. Le développement de ce secteur était encore freiné par des coûts de production élevés au niveau de l'énergie, des transports et des services de télécommunication, par les taux d'intérêt sur les prêts, etc. À ce sujet, le présentateur a demandé quelles mesures le gouvernement zambien comptait prendre pour réduire les coûts de production élevés et améliorer la productivité.

26. Le secteur des services représentait près de 60 pour cent du PIB réel, mais il comprenait principalement des services administratifs fournis par des organismes publics et des activités commerciales. La Zambie était un importateur net de services. Parmi les différents sous-secteurs, le tourisme avait obtenu des succès ces dernières années, avec un accroissement du nombre des touristes et des recettes. Le développement du sous-secteur du tourisme et l'amélioration de l'infrastructure des services, tels que les télécommunications et le transport, seraient d'une très grande importance pour le développement économique et social de la Zambie. Les services de transport devraient vraisemblablement rester dynamiques, mais le présentateur a souligné la faible couverture des services de télécommunication. La densité téléphonique n'était que de 1,8 et l'accès à Internet était très faible, avec seulement 5 000 usagers fin 2001. Aussi le présentateur a-t-il demandé quels étaient les sous-secteurs que le gouvernement zambien entendait développer afin d'augmenter les exportations de services et quelles étaient les mesures qu'il estimait nécessaires pour fournir des services de télécommunication aux Zambiens.

27. Il semblait que le gouvernement zambien était confronté au défi de pratiquer une plus grande ouverture tout en gardant les moyens nécessaires pour un développement économique équilibré.



#### IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

28. Le représentant du Japon a observé que la Zambie pouvait bénéficier des initiatives japonaises dans le cadre de la procédure de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD), et du Système généralisé de préférences (SGP) en faveur des pays les moins avancés. Le Japon se félicitait des efforts de la Zambie pour réformer son économie, en particulier: la privatisation des entreprises d'État, la libéralisation et la diversification du commerce et l'adoption de la Loi sur les zones franches industrielles. En dépit de ces efforts, les résultats macro-économiques de la Zambie n'avaient pas été satisfaisants. Le représentant du Japon a recommandé à la Zambie de trouver un moyen d'améliorer le lien entre réformes économiques et résultats macro-économiques, et il a exprimé l'espoir que le document relatif à la stratégie de réduction de la pauvreté pour 2002-2004 serait complètement mis en œuvre par la Zambie. Étant donné la participation de ce pays à plusieurs accords régionaux et bilatéraux, le représentant du Japon a observé que la Zambie éprouverait des difficultés à harmoniser les différents programmes de libéralisation et il a demandé quelle était sa stratégie pour la gestion de ces accords. L'Accord de Cotonou allait devenir un accord commercial compatible avec les règles de l'OMC, y compris la création de zones de libre-échange, durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2007. Toutefois, comme la Clause d'habilitation n'était pas applicable à l'Accord de Cotonou, les droits et autres restrictions devaient être éliminés sur l'essentiel des échanges, comme le prescrivait l'article XXIV:8 du GATT. À ce sujet, le représentant du Japon a demandé quelles étaient les perspectives en la matière. Il a pressé la Zambie d'élargir la couverture de ses consolidations tarifaires et d'éviter de fixer des taux consolidés supérieurs aux taux effectivement appliqués.

29. Le représentant du Canada a félicité la Zambie pour les réformes économiques et commerciales qu'elle était en train de mener, pour son soutien du Programme de Doha pour le développement et pour ses efforts visant à créer et à modifier sa législation pour qu'elle soit compatible avec ses obligations vis-à-vis de l'OMC. La Zambie a été vivement incitée: i) à consolider davantage de lignes tarifaires, à diminuer le fossé entre les taux effectivement appliqués et les taux consolidés et à ne recourir qu'exceptionnellement aux exemptions et aux remises; ii) à prendre les mesures nécessaires pour remplir pleinement ses obligations en matière de propriété intellectuelle, dans les délais fixés par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; et iii) à renforcer les liens avec ses partenaires du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe.

30. Le représentant de l'Union européenne a encouragé la Zambie à poursuivre ses réformes structurelles et ses efforts de privatisation et de diversification, afin d'être en mesure de mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. En dépit des réformes entreprises au début des années 90, les résultats de l'économie zambienne n'étaient pas suffisamment prometteurs. Le représentant a attiré l'attention sur la crise humanitaire dont souffrait la Zambie et sur la nécessité pour ce pays de s'attaquer à ses procédures électorales, aux questions de gouvernance et au dossier du respect des droits de l'homme. Outre l'appui financier des bailleurs de fonds internationaux, notamment les institutions de Bretton Woods, des aides supplémentaires étaient nécessaires, tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral, pour renforcer les efforts de consolidation de la Zambie. Le principal défi économique de la Zambie consistait à diversifier son économie et à réaliser une croissance robuste ayant une incidence plus positive sur la pauvreté. L'Union européenne a incité la Zambie à se concentrer sur les quatre secteurs prioritaires identifiés: l'agriculture, le secteur manufacturier, les pierres gemmes et les minerais hors cuivre, et le tourisme. Afin de parvenir à une croissance durable, il serait également nécessaire d'encourager une progression de l'investissement et des exportations, de gérer la dette du pays et de réhabiliter les infrastructures. L'Union européenne a évoqué les relations bilatérales entre l'UE et la Zambie dans le cadre de l'Accord de Cotonou, l'Initiative "Tout sauf les

armes" et les accords de partenariat économique. L'UE se félicitait de l'appui de la Zambie au système commercial multilatéral et a noté que ce pays avait encore besoin d'assistance technique pour faire face à ses obligations au titre de l'OMC. Le représentant a souligné l'importance pour la Zambie, compte tenu de ses graves problèmes sanitaires, en particulier le VIH/SIDA et le paludisme, d'arriver à une décision avant la fin de l'année, dans le cadre des négociations multilatérales actuelles, sur la question de la délivrance obligatoire de licences et de l'accès aux médicaments.

31. Le représentant de l'Union européenne a souhaité des éclaircissements: i) sur le rôle et les intentions de la Zambie concernant l'harmonisation progressive du COMESA et de la SADC; ii) sur l'acceptation de la Zambie, du fait de l'importance de l'intégration du commerce dans sa politique de développement, de ne pas attendre d'être membre du Cadre intégré pour envisager d'autres mécanismes permettant de parvenir à cette intégration; iii) sur la prise en compte nécessaire par le gouvernement zambien des incidences sur l'environnement, lorsqu'il encourageait et appuyait le développement d'un secteur agricole durable et concurrentiel; et iv) sur le fonctionnement, l'activité et la composition de la Commission nationale des appels d'offres.

32. Le représentant de la Norvège a rappelé l'aide de son pays au développement de la Zambie dans un bon nombre de domaines, en particulier pour le développement des infrastructures et celui des institutions, l'action sanitaire, l'éducation et, plus récemment, pour l'accès de tous les produits en provenance des PMA à un marché libre de tout droit et de tout contingent. Il a réitéré l'engagement de la Norvège à aider la Zambie dans ses efforts de réforme économique. Bien que la Zambie ait poursuivi son programme de réforme économique axé sur la privatisation, la stabilité macro-économique et la libéralisation du commerce, des résultats substantiels n'avaient pas encore été enregistrés. Le taux d'inflation était à deux chiffres et le programme de privatisation n'avait pas généré un secteur privé viable. Le secteur manufacturier et l'agriculture souffraient d'une faible productivité due à l'importance des coûts de production, à un accès limité au financement et à une utilisation réduite des capacités. À ce sujet, la Norvège a demandé à la Zambie d'expliquer les mesures prises pour améliorer sa productivité. La Norvège était préoccupée par la forte dépendance de la Zambie envers le secteur minier. Elle a accueilli avec satisfaction la participation de ce pays à des accords commerciaux régionaux et a reconnu ses besoins d'assistance technique. Le représentant de la Norvège a demandé à la Zambie des informations sur: i) les mesures qu'elle était en train de prendre pour diversifier davantage son économie; ii) les actions entreprises afin de tirer partie de ses accords commerciaux régionaux; et iii) les types d'assistance technique dont la Zambie aurait besoin pour être en mesure de participer efficacement aux négociations de l'OMC en cours. En ce qui concerne la pandémie VIH/SIDA frappant la Zambie, le représentant a insisté sur l'importance d'un accord d'urgence sur une solution au problème des Membres de l'OMC dont les capacités de production de médicaments étaient insuffisantes ou inexistantes.

33. Le représentant de la Mauritanie a reconnu les progrès réalisés par la Zambie dans ses réformes économiques menées depuis le dernier examen, comme l'indiquait le rapport du Secrétariat. Il a félicité la Zambie pour ses efforts visant à harmoniser ses politiques et mesures commerciales avec les Accords de l'OMC. En outre, il a appelé la communauté internationale à aider la Zambie dans ses réformes commerciales et économiques et dans sa lutte contre la pauvreté. La Mauritanie a appuyé la demande d'assistance de la Zambie dans le contexte du Cadre intégré.

34. Le représentant de l'Inde a noté le ferme engagement de la Zambie dans la poursuite de ses réformes économiques. Toutefois, en dépit de ses efforts, la Zambie était confrontée à des taux d'inflation élevés, d'importants niveaux d'endettement et une extrême pauvreté. Cela était imputable notamment par une dépendance considérable à l'égard du secteur des industries extractives, par des infrastructures insuffisantes, par sa situation enclavée et par de sévères épidémies de VIH/SIDA. L'Inde s'est félicitée de l'engagement de la Zambie de se conformer strictement aux obligations souscrites dans le cadre de l'OMC et a appuyé sa demande d'accroissement de l'assistance technique et de l'appui au renforcement des capacités, qui seraient fournis par l'OMC et d'autres organismes

compétents. Les attentes de la Zambie concernant le programme de travail de Doha étaient sincères et méritaient qu'on y réponde sans délai.

35. Le représentant du Botswana a été heureux de constater les efforts de la Zambie en vue d'améliorer le niveau de vie de la population. Il a évoqué les relations entre les deux pays en tant que membres de la SADC et les accords de coopération technique existant entre eux. Il a loué les efforts de la Zambie visant à libéraliser le commerce et à remplir ses obligations dans le cadre de l'OMC, en dépit de ses contraintes de capacité. Il a également souligné les besoins des pays en développement.

36. Le représentant du Kenya s'est joint aux autres pour féliciter la Zambie du large éventail de réformes économiques que ce pays avait entreprises depuis l'examen de 1996. Toutefois, il a noté avec préoccupation que les résultats macro-économiques de la Zambie n'avaient pas été encourageants. Cela appelait une analyse sérieuse du rapport entre les réformes et les résultats économiques. Vu l'expérience de la Zambie, il serait faux d'affirmer que les réformes économiques entraînaient d'une façon générale une croissance économique plus forte et une réduction de la pauvreté plus marquée. Il a estimé lui aussi que la communauté internationale devait aider la Zambie à faire face à ses dépenses d'ajustement. En effet, sans cette assistance, il serait extrêmement difficile à la Zambie de relever les défis de la mondialisation. Il a insisté auprès des Membres de l'OMC pour qu'ils aident la Zambie à être plus efficace dans ses efforts de diversification. Il a incité la Zambie à maintenir un bon dosage de politiques permettant de parvenir à une meilleure productivité agricole. Le Kenya partageait avec la Zambie l'espoir que le Programme de Doha pour le développement se traduirait par des avantages tangibles et concrets, équitables pour tous les Membres. Les deux pays estimaient également que l'assistance technique devait aller au-delà des séminaires de formation et contribuer à des projets à long terme, en s'attaquant en particulier aux contraintes de l'offre. En ce qui concerne les observations sur les procédures électorales zambiennes et le respect des droits de l'homme, le Kenya a exprimé l'avis que ces sujets n'étaient pas de la compétence de l'Organe d'examen des politiques commerciales.

37. Le représentant de la Corée a reconnu les efforts de la Zambie en matière de réforme économique, ainsi que ses difficultés économiques. Afin d'attirer l'investissement étranger dans des secteurs potentiellement compétitifs, en dehors des mines, il fallait que la Zambie élimine certains obstacles à l'investissement, notamment l'exigence, dans la Loi de 1994 sur les sociétés, que plus de la moitié des administrateurs soient résidents en Zambie. En outre, la Zambie devait dès que possible rendre sa législation relative aux droits de propriété intellectuelle (DPI) pleinement conforme à l'Accord sur les ADPIC. Le représentant de la Corée a souhaité en savoir davantage sur la législation zambienne en matière de sauvegardes. Il a exprimé l'opinion que les accords régionaux devaient compléter les accords multilatéraux de l'OMC et qu'ils ne devraient pas avoir d'effet de distorsion sur les échanges.

38. Le représentant de la Suisse a donné acte à la Zambie de son engagement à l'égard de l'OMC et de ses efforts en matière de réforme économique. Cependant, la croissance demeurait relativement faible. La Zambie était confrontée à diverses difficultés, en particulier sa situation enclavée, ses conditions climatiques, ainsi que des préoccupations sanitaires concernant sa population. Toutefois, la Zambie était encouragée à poursuivre ses réformes économiques, afin d'être à même de profiter de son potentiel. Mention avait été faite de la diversification comme élément essentiel de ces réformes et les domaines présentant un potentiel particulier étaient les suivants: les pierres précieuses, l'agriculture, le tourisme et le transport. La Zambie a été félicitée pour avoir créé une commission de la concurrence, pour avoir prévu d'adopter une loi sur les mesures de sauvegarde et pour chercher à rendre conformes aux Accords de l'OMC sa réglementation antidumping actuelle et celle concernant les droits de propriété intellectuelle. La Zambie a en outre été incitée à renforcer ses engagements multilatéraux concernant les marchandises et les services. Les réformes de la Zambie allaient dans la bonne direction, mais il était essentiel que ses principaux produits aient une garantie d'accès aux

marchés et que le pays bénéficie d'une assistance technique l'aidant à participer effectivement aux travaux de l'OMC.

39. Le représentant de Hong Kong, Chine a félicité la Zambie pour la poursuite de ses efforts de libéralisation du commerce et pour le respect de son engagement de participer activement aux négociations en cours dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Hong Kong, Chine comprenait les problèmes rencontrés par la Zambie dans la mise en œuvre des Accords de l'OMC et dans l'observation des prescriptions en matière de notification; Hong Kong, Chine considérait également avec sympathie le besoin de la Zambie d'une poursuite de l'assistance technique et d'un renforcement des capacités. Le représentant a noté avec préoccupation la faible couverture des consolidations tarifaires concernant les produits non agricoles.

40. Le représentant de Maurice a rappelé les relations commerciales régionales existant entre les deux pays au sein de la SADC, du COMESA et des pays ACP, ainsi que leurs négociations bilatérales afin d'aboutir à un accord sur la double imposition. Le représentant de Maurice avait observé avec intérêt les tentatives faites par la Zambie en vue d'améliorer son secteur du tourisme et il a noté avec satisfaction que, tout en consentant à la privatisation, la Zambie se préoccupait d'environnement. Le rapport du Secrétariat indiquait que le développement optimal du secteur du tourisme était gêné en particulier par des infrastructures insuffisantes, des techniques de commercialisation et de promotion inadéquates, le manque de main-d'œuvre qualifiée et des contraintes financières. Ces questions étaient prises en compte par la SADC, dans les efforts qu'elle déployait pour soutenir le tourisme en Afrique australe. Le représentant de Maurice a reconnu que la situation économique de la Zambie était difficile et fortement aggravée par des problèmes sanitaires. Dans le domaine du développement agricole, il a formulé l'espoir que les efforts de la Zambie lui permettraient de tirer un parti maximum d'initiatives telles que "Tout sauf les armes" (EBA) et la Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA). La Zambie avait besoin d'assistance technique et celle-ci devait aller au-delà d'une formation aux accords et aux obligations afin de prendre en compte les projets à long terme, l'investissement, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des mécanismes. En ce qui concernait le mandat de Doha, Maurice était d'accord avec la Zambie sur la nécessité d'accorder la priorité aux questions de mise en œuvre et de trouver d'urgence une solution au problème de la capacité de fabrication de médicaments.

41. Le représentant de l'Égypte s'est félicité des efforts de la Zambie pour libéraliser de façon importante son régime commercial, malgré des conditions socioéconomiques difficiles, ainsi que de la souplesse dont elle a fait preuve, en tant que PMA, pour la mise en œuvre des engagements dans le cadre de l'OMC. En ce qui concerne la raison pour laquelle les réformes économiques et la politique commerciale zambienne ne se traduisaient pas au niveau des résultats économiques, le délégué a mentionné les arrangements actuels de la Zambie avec d'autres institutions de Bretton Woods, qui n'avaient pas d'incidence particulièrement favorable sur le secteur commercial. Il était important que le Programme de Doha pour le développement amène de réelles possibilités d'exportation de produits agricoles, exerçant ainsi des effets favorables sur la Zambie et d'autres pays en développement. Le représentant de l'Égypte s'est félicité de l'appui des bailleurs de fonds en matière de fourniture d'assistance technique à la Zambie et il a recommandé vivement de poursuivre l'aide accordée à ce pays pour régler le problème des contraintes du côté de l'offre. Il a été d'accord avec certains autres délégués sur le fait que les discussions de questions non commerciales n'étaient pas du ressort de l'OMC et relevaient d'autres lieux de débat.

42. La représentante du Zimbabwe a noté les médiocres résultats économiques de la Zambie, en dépit des grands progrès réalisés en termes de libéralisation de son économie. Elle espérait que le Programme de Doha pour le développement fournirait certaines solutions de diversification dans les pays dépendant d'un seul produit de base pour l'exportation, ainsi que des solutions face à la pandémie du SIDA. Il était également nécessaire que la Zambie bénéficie d'une assistance technique accrue pour qu'elle soit en mesure de mettre en œuvre les Accords de l'OMC et de s'attaquer aux contraintes

du côté de l'offre. En ce qui concerne les questions de gouvernance et de procédures électorales, la représentante a estimé que l'OMC devait se focaliser sur son mandat principal, les questions transfrontières. Au sujet des résultats économiques décevants de la Zambie, elle a estimé qu'il fallait débattre de la cohérence des politiques entre les institutions de Bretton Woods.

43. Le représentant de la Malaisie a noté les difficultés économiques auxquelles se heurtait la Zambie en dépit de ses réformes économiques. Il s'est montré réconforté par la détermination de la Zambie à créer un environnement propice au commerce et à l'investissement et par la participation active de ce pays aux travaux de l'OMC. Il a demandé un accroissement de l'aide internationale, un allègement de la dette, des financements à des conditions favorables et la fourniture d'une assistance technique aux efforts de diversification. La Malaisie s'est déclarée d'accord avec de précédentes observations selon lesquelles les droits de l'homme et la gouvernance ne relevaient pas de la compétence de l'OMC.

44. Le représentant du Nigéria a constaté les efforts déployés par la Zambie pour réformer son économie, ce qui avait créé un environnement propice à la croissance et permis à ce pays de satisfaire aux conditions de l'Initiative PPTE. Néanmoins, la Zambie se trouvait encore confrontée à des défis. Elle restait attachée au système commercial multilatéral et il fallait espérer que la communauté des bailleurs de fonds lui apporterait son aide par une assistance technique qui ne se limiterait pas à des séminaires mais s'attaquerait aussi aux contraintes de capacité liées à l'offre. Cette assistance technique, de même qu'une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits qui intéressaient la Zambie, des initiatives comme la Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA) et "Tout sauf les armes" (EBA), et l'allègement de la dette pour les PPTE, permettraient à la Zambie de profiter pleinement du système commercial multilatéral.

45. Le représentant des États-Unis a rappelé le soutien de son pays à la Zambie dans les domaines de: i) l'allègement de la dette, grâce à l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE); ii) l'aide bilatérale, grâce à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID); et iii) l'accès aux marchés, grâce à la Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique. La Zambie avait travaillé à favoriser la croissance économique et améliorer l'environnement pour l'investissement, malgré les graves défis liés aux questions sanitaires, les pénuries alimentaires et la pauvreté. Les efforts ont porté en particulier sur des réformes concernant l'ajustement structurel, la privatisation, l'entrée dans l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique, la participation à l'intégration régionale et la conformité aux règles de l'OMC. La Zambie avait besoin de diversifier son économie et de créer localement des opportunités pour ajouter davantage de valeur à ses produits de base.

46. Les États-Unis ont demandé des éclaircissements au gouvernement zambien sur sa déclaration, à la réunion du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés non agricoles, le 2 août 2002. Selon cette déclaration, les pays les moins avancés, disposant d'une faible assise industrielle, devaient être dispensés de l'obligation de libéraliser davantage les droits sur les produits industriels lors du cycle de négociations en cours. La Zambie n'avait jusqu'alors consolidé que 3,6 pour cent de ses lignes tarifaires. Le rapport du gouvernement zambien comme celui du Secrétariat donnaient à penser que les produits zambiens qui ne satisfaisaient pas aux exigences américaines en matière sanitaire et phytosanitaire (SPS) ne figuraient pas sur la liste AGOA. En fait, pratiquement tous les produits zambiens figuraient sur la liste AGOA et pouvaient donc entrer aux États-Unis en exemption de droits. Cependant, comme c'était le cas pour tous les pays, les produits agricoles soumis à des prescriptions SPS devaient respecter ces prescriptions avant d'entrer aux États-Unis. Ceux-ci s'engageaient à poursuivre la coopération avec le gouvernement zambien afin de l'aider dans ses efforts pour développer le commerce agricole et pour respecter les prescriptions américaines en matière sanitaire et phytosanitaire.

## **V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE LA ZAMBIE ET OBSERVATIONS ADDITIONNELLES**

47. Le Président a invité le représentant de la Zambie à centrer ses réponses sur trois thèmes principaux: i) environnement économique; ii) politiques et mesures commerciales; et iii) politiques et mesures sectorielles.

### **i) Environnement économique**

48. Le représentant de la Zambie a présenté les réponses écrites de sa délégation aux questions posées par les Membres sous ce thème avant et pendant la réunion (WT/TPR/M/106/Add.1).

49. Le présentateur a salué les réponses riches en informations du représentant de la Zambie. Il a noté que le gouvernement zambien s'attaquait énergiquement à ses réformes économiques avec toute une panoplie d'instruments et qu'il était sur la bonne voie. Toutefois, il était d'avis que la Zambie devait donner la priorité à l'élaboration de sa politique économique afin d'utiliser efficacement les ressources dont elle disposait.

50. Le représentant du Fonds monétaire international a évoqué les déclarations faites pendant la première session concernant l'incidence négative sur l'économie zambienne des politiques de stabilisation et d'ajustement et la cohérence insuffisante des institutions de Bretton Woods dans leurs conseils donnés à la Zambie en matière de politique. Il a indiqué que la cause des médiocres résultats de la Zambie dans les années 90, en dépit de ses efforts de réforme économique, était le manque d'engagement durable dans des politiques macro-économiques prudentes, en particulier dans le domaine fiscal. Il a informé les Membres que la Zambie était en train de mettre en œuvre un mécanisme de réduction de la pauvreté (PRGF) avec l'appui du FMI. Les politiques commerciales et agricoles ne faisaient pas partie du programme actuel de réformes structurelles. Il a constaté, depuis la mi-2000, des améliorations dans l'économie zambienne, avec une baisse des taux d'inflation et une croissance plus forte du PIB, ce qui constituait des signes encourageants, mais il a insisté sur la nécessité pour la Zambie de poursuivre son engagement dans des politiques macro-économiques raisonnables.

### **ii) Politiques commerciales par mesure**

51. Le représentant de la Zambie a présenté les réponses écrites de sa délégation sur ce thème.

52. Le présentateur a donné acte à la Zambie des réponses riches en renseignements qu'elle avait fournies et l'a félicitée pour la large gamme de mesures de politique commerciale qu'elle avait prises, y compris sa participation à des accords commerciaux régionaux et bilatéraux. Il a exprimé l'opinion que ces accords ne devaient pas être perçus comme une menace pour l'OMC.

53. Le représentant des États-Unis a insisté sur l'importance de la transparence et de la prévisibilité; il a en outre encouragé la Zambie à étendre le champ de ses consolidations tarifaires.

54. Le représentant de l'Union européenne a demandé des éclaircissements sur la réponse de la Zambie concernant la possibilité pour une entreprise internationale de faire appel devant la Commission nationale des appels d'offres. Il a demandé si un tel appel était possible pour le perdant d'un appel d'offres et, dans l'affirmative, quelle était la procédure à suivre.

55. Le représentant du Nigéria s'est déclaré d'accord avec le présentateur sur le rôle des accords commerciaux régionaux et bilatéraux comme complément du système commercial multilatéral.

**iii) Politiques et mesures sectorielles**

56. Le représentant de la Zambie a présenté les réponses écrites de sa délégation sur ce thème.

57. Le présentateur a répété qu'il était important de fixer des priorités dans les politiques économiques zambiennes et qu'il fallait définir un calendrier adapté pour l'élaboration de la politique économique. Il a insisté sur la nécessité pour la Zambie de prendre l'initiative d'améliorer ses systèmes administratifs et ses ressources humaines afin que l'assistance technique extérieure soit efficace. Étant donné la position de la Zambie en Afrique australe, il a incité la Zambie à se considérer comme le carrefour de l'Afrique.

58. Le représentant d'Haïti s'est déclaré d'accord avec le présentateur sur la nécessité pour la Zambie de se considérer comme le carrefour de l'Afrique australe et d'améliorer ses ressources humaines. Concernant les ressources humaines, il a demandé que la Zambie soit intégrée dans la phase pilote du Cadre intégré, et il a partagé l'avis, déjà exprimé, que la Zambie devait s'attaquer aux contraintes liées à l'offre. Il a rendu hommage à la participation de ce pays aux travaux de l'OMC et à sa contribution à la question du transfert de technologie en faveur des PMA.

59. Le représentant du Japon a rappelé aux Membres que le prochain examen concernait la politique commerciale du Japon et il les a invités à présenter leurs questions au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2002.

60. Le directeur de la Division des examens des politiques commerciales a noté la question soulevée concernant la cohérence et s'est engagé à la porter à la connaissance de la division compétente de l'OMC. Il a indiqué aux Membres qu'il existait une coopération entre l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, sous forme d'accords formels et d'échanges d'information, et le Cadre intégré, dont bénéficiait la Zambie. En ce qui concernait la cohérence, il a rappelé qu'il était universellement admis que le commerce générait des avantages, mais il a souligné la nécessité de prendre en compte les coûts d'ajustement correspondants et la suppression des contraintes extérieures, de manière qu'on puisse parfaitement mesurer l'incidence positive de la libéralisation du commerce.

61. Le représentant de la Zambie a dit qu'il partageait l'opinion exprimée auparavant selon laquelle l'OMC n'était pas compétente en matière de gouvernance. Il s'est engagé à répondre ultérieurement, par écrit, à certaines questions.

## VI. REMARQUES FINALES DE LA PRÉSIDENTE

62. Cette réunion, destinée à l'examen des politiques zambiennes liées au commerce, a été animée, ce qui indique le vif intérêt des Membres. Un accueil chaleureux a été réservé à la délégation zambienne, qui comportait plusieurs personnalités officielles de Lusaka. Les Membres ont félicité la Zambie pour son attachement constant à la libéralisation de l'économie. Ils ont noté à quel point cela avait été difficile, compte tenu des problèmes sanitaires, des sécheresses répétées, de la détérioration des termes de l'échange et de l'importance des coûts de production. Les Membres ont souligné les graves difficultés rencontrées par l'industrie du cuivre, pierre angulaire de l'économie de la Zambie, un pays enclavé. Ils ont noté que les résultats des réformes étaient limités, mais ils ont décelé des signes d'espoir dans la qualification de la Zambie pour l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), et dans la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté. Une bonne gouvernance, une meilleure compétitivité, une diversification de l'économie et la poursuite des réformes structurelles pouvaient avoir une incidence favorable.

63. Les Membres ont insisté sur le fait que la Zambie, comme bon nombre d'autres pays en développement, avait du mal à identifier quelle était la meilleure façon de s'intégrer dans l'économie mondiale. Ils ont reconnu l'importance que le Programme de Doha pour le développement avait pour la Zambie, surtout dans le domaine agricole. Ils se sont penchés sur le besoin, encore présent, d'assistance technique liée au commerce, tout particulièrement dans le domaine des normes, des mesures sanitaires et phytosanitaires et des contraintes liées à l'offre. Bien que les Membres aient admis l'importance de l'intégration régionale dans le développement du commerce, ils se sont dits préoccupés par l'appartenance de la Zambie à plusieurs accords commerciaux régionaux qui se chevauchaient, en particulier le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). Ils ont incité la Zambie à profiter davantage de l'accès préférentiel non réciproque accordé par certains Membres.

64. La Zambie a été félicitée pour les sérieux efforts qu'elle avait déployés pour abandonner des dispositions incompatibles avec l'OMC, identifiées lors du premier examen de sa politique commerciale. Les Membres ont incité la Zambie à améliorer ses engagements de consolidation en étendant la couverture des produits non agricoles et en réduisant l'écart entre les taux consolidés et les taux effectivement appliqués. Une poursuite de la rationalisation de la fiscalité à l'importation amènerait une réduction de l'usage largement répandu des avantages tarifaires et fiscaux. Les Membres ont demandé de plus amples informations sur le régime zambien des marchés publics, y compris sur la Commission nationale des appels d'offres, et ils ont invité la Zambie à prendre rapidement une décision sur son adhésion à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics.

65. Les Membres ont noté que la protection des droits de propriété intellectuelle pourrait favoriser l'investissement étranger direct et ils ont incité la Zambie à remplir la totalité de ses obligations en matière de propriété intellectuelle dans les délais fixés par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Les difficultés de la Zambie à surmonter les problèmes sanitaires ont été mises en évidence comme exemple de problèmes auxquels sont confrontés les Membres de l'OMC dont les capacités de production dans le domaine pharmaceutique sont insuffisantes ou inexistantes. Aussi certains Membres ont-ils insisté pour qu'une décision soit prise rapidement sur la délivrance d'une licence obligatoire ouvrant l'accès à des médicaments.

66. Les Membres ont observé que la Zambie redoublait d'efforts pour développer son agriculture et que cela contribuerait à réduire la pauvreté et à diversifier l'économie. Ils ont demandé des éclaircissements sur l'intention de la Zambie de créer une Organisation de commercialisation des récoltes. En relation avec l'agriculture, la Zambie s'efforçait de créer des opportunités de fabrication permettant d'ajouter de la valeur aux produits de base locaux. Les Membres ont noté que les restrictions en matière de résidence constituaient un obstacle à l'investissement, notamment dans le



secteur des services. Ils ont soulevé des questions sur les projets de la Zambie, notamment dans le domaine des télécommunications, de l'audiovisuel, des services financiers et de la technologie de l'information.

67. Les Membres ont également demandé des précisions sur plusieurs questions précises, en particulier:

- l'intégration du commerce dans la politique de développement, même sans le statut de "projet pilote" dans le Cadre intégré;
- la poursuite de la libéralisation des droits sur les produits industriels;
- les interdictions et restrictions à l'exportation;
- les mesures commerciales correctives conjoncturelles;
- le régime des investissements dans le secteur des industries extractives; et
- la politique agricole et les préoccupations dans le domaine de l'environnement.

68. Les Membres ont été satisfaits des réponses fournies par la délégation de la Zambie pendant la réunion et ils attendaient avec intérêt les réponses ultérieures à certaines questions.

69. En conclusion, j'ai le sentiment que l'examen de cette politique commerciale a mis en lumière l'engagement des autorités zambiennes de libéraliser l'économie du pays en dépit d'un certain nombre de difficultés. Je me réjouis que tant de Membres aient identifié des moyens permettant de fournir à la Zambie une assistance technique liée au commerce et qu'ils se soient engagés à poursuivre leur aide. Néanmoins, je pense qu'il est important d'attirer l'attention sur les contraintes liées à l'offre, qui constituent un problème restant à résoudre. J'espère que le Programme de Doha pour le développement va évoluer de telle sorte qu'il permette aux produits zambiens d'accéder plus facilement aux marchés et qu'il contribue à une diversification de l'économie zambienne. En résumé, la poursuite de l'assistance de la communauté internationale va aider la Zambie à s'intégrer pleinement dans le système commercial multilatéral.

70. Le Président s'est déclaré personnellement favorable à ce que l'OMC travaille en étroite collaboration avec les autres agences multilatérales pour arriver à une plus grande cohérence dans les conseils prodigués en matière de politique et dans la mise en œuvre des programmes. Il a indiqué qu'il serait utile aux Membres de l'OMC, dans leur coopération avec la Zambie et les autres pays en développement, de mieux mesurer les défis auxquels ces pays sont confrontés dans le domaine du développement. Une bonne partie de cette information a été mise à disposition par des organismes des Nations Unies comme le CCI, le PNUD et la CNUCED. L'OMC aurait beaucoup à gagner en collaborant plus étroitement avec ces organismes, en particulier pour atteindre son objectif en matière de développement.

---